

Mémoire présenté par la

Table de concertation
du mouvement



des femmes
de la Mauricie

Dans le cadre du

SOMMET RÉGIONAL

SUR LA RÉDUCTION DES DÉPENSES MILITAIRES



6 octobre 2010 à l'église Ste-Cécile

Coordonnées de retour

communications@cs3r.org

Référence : Alexandre Gauthier

17 septembre 2010

Préambule

Notre refus des guerres qui se sont faites et se font sur le dos et le ventre des femmes, c'est le refus d'être utilisées comme productrices en série de chair à canon, envoyées en masse dans les usines de production de guerre, retournées à la maison une fois la guerre terminée. Nous voulons briser le silence des femmes prostituées, violées, comme on viole un territoire, crier avec les femmes dont les enfants sont déformés par les armes chimiques ou les radiations. (...) Ce ne sont ni les missiles, ni les bombes, ni les chars d'assaut, ni les emplois militaires, ni tout le reste de leur machine de mort qui donneront aux peuples du monde les services sociaux, les garderies, logements, emplois décents et utiles, des conditions de vie et de travail pour lesquels nous nous battons depuis longtemps¹.

Depuis 2000, la Marche mondiale des femmes (MMF) travaille sur les enjeux de la paix et de la démilitarisation. Elle s'est prononcée à de multiples reprises sur des conflits récents et a porté les revendications des femmes du monde jusqu'à l'ONU en octobre 2000.

Nous nous sommes présentées devant l'ONU, le 17 octobre 2000, pour dénoncer vigoureusement les multiples guerres sales qui ravagent nos peuples. Nous avons identifié clairement les acteurs qui mènent le jeu et dont les intérêts se renforcent mutuellement : grandes puissances, industrie de l'armement, compagnies transnationales, gouvernements corrompus, dictateurs, intégristes religieux, crime organisé, marchands de drogues. Nous nous sommes présentées comme les témoins vivants des violences et des injustices subies par des milliers de femmes en raison de conflits armés. Nous avons crié : « Les femmes de la planète ne veulent plus mettre au monde des enfants pour la guerre. » Nous avons réclamé le respect des droits humains, l'application de toutes les Conventions de l'ONU, le règlement politique négocié de ces conflits. **Nous n'avons pas été entendues².**

La Marche mondiale des femmes a porté depuis la question de la paix et la démilitarisation, poussée en cela par des femmes vivant dans les régions en conflits, notamment les Grands Lacs africains. Nous avons inscrit la paix comme **valeur fondamentale de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité**. Notre désir de travailler sur les causes de la pauvreté et la violence envers les femmes nous amène à questionner les effets conjugués des systèmes comme le patriarcat, le capitalisme et le racisme qui jouent tous un rôle prépondérant dans le maintien d'un monde en guerre et d'une guerre perpétuelle contre les femmes. Une paix durable n'est possible qu'avec une transformation profonde des relations entre les femmes et les hommes.³

C'est pourquoi, qu'en 2010, un des cinq champs d'action de la MMF porte sur la « Paix et la démilitarisation » et que nous revendiquons :

- que le gouvernement du québécois interdise le recrutement militaire dans tous les établissements d'enseignement du Québec;
- que le gouvernement du Canada retire immédiatement ses troupes de l'Afghanistan.

¹ Collectif féministe anti-militariste, 1984, in *Mener la guerre pour le bien des femmes... vraiment?*, Collectif Échec à la guerre, Fédération des femmes du Québec.

² Appel de la Marche mondiale des femmes pour construire un monde égalitaire, solidaire, démocratique et pacifique après les attentats de New York et Washington, Montréal - octobre 2001

³ Marche mondiale des femmes : www.marchemondiale.org

Question 1

Si le gouvernement fédéral devait investir un milliard de dollars dans le secteur dans lequel travail votre organisme plutôt que dans les dépenses militaires, quelles seraient les retombées, les projets, les progrès qui seraient rendus possibles?

Réponse: Maximum 400 mots

Champ d'action « Travail des femmes : Autonomie économique des femmes » Mesures urgentes de lutte contre la pauvreté

Nous revendiquons une augmentation du salaire minimum afin que les personnes rémunérées au salaire minimum qui travaillent 40 heures par semaine aient un revenu annuel équivalent au seuil de faible revenu avant impôt établi par Statistique Canada pour une personne seule. Pour 2009, le salaire minimum devrait être fixé à 10,66 \$ l'heure.

Nous revendiquons l'abolition des catégories à l'aide sociale (« apte et inapte à l'emploi »), pour lutter contre les préjugés pour garantir à toute personne un revenu minimal qui assure la couverture des besoins vitaux dans le respect de sa dignité. Ce montant devra faire l'objet d'une indexation annuelle automatique.

Champ d'action « Bien commun et accès aux ressources »

Nous revendiquons la fin de la privatisation des services publics et du bien commun (santé, éducation, eau, énergie éolienne) et nous nous opposons à toute augmentation des tarifs de ces services.

Champ d'action « Violence envers les femmes comme outil de contrôle du corps des femmes »

Nous revendiquons que le gouvernement du Québec mette en place des mesures concrètes pour prévenir et lutter contre les violences envers les femmes, notamment l'hypersexualisation et la marchandisation du corps des femmes, en commençant par :

- légiférer en matière de pratique publicitaire ;
- mettre en place des cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires et non sexistes.

Nous revendiquons que le gouvernement du Canada garantisse le droit inaliénable des femmes de décider d'avoir ou non des enfants, ce qui implique le maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits offerts par les réseaux publics et communautaires et le développement de nouveaux services publics dans les zones peu desservies.

Champ d'action « Droits des femmes autochtones »

Nous revendiquons que le Canada signe la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et mette en œuvre les droits qui y sont contenus avec une attention particulière sur les droits des femmes et des enfants autochtones.

Question 2

Quelle est la revendication principale de votre organisme en matière d'investissement publique et à combien la chiffrez-vous? (exemple: La gratuité scolaire pour tous les étudiants du Québec coûterait 400 millions \$).

Réponse: Maximum 400 mots

« La fin de la privatisation des services publics et du bien commun (santé, éducation, eau, énergie éolienne) et nous nous opposons à toute augmentation des tarifs de ces services. »

Il est plus que temps, dans les écoles du Québec, d'éduquer à la paix et travailler à construire une paix durable. Éduquer à la paix, c'est aussi travailler sur une profonde transformation des rapports entre les femmes et les hommes.

Les parents, enseignantes et enseignants ainsi que les directions d'écoles s'entendent pour dire qu'il est urgent de prévenir la violence à l'école et de développer l'esprit d'analyse critique des étudiantes et des étudiants qui les fréquentent. C'est tout le contraire de servir de lieu d'embrigadement ou de vitrine de promotion du militarisme où l'on se fait dire quelle position adopter ou à quel dogme adhérer. Nous pensons donc que l'État devrait plutôt se charger d'offrir à tous les jeunes des alternatives d'implication dans la communauté, des activités de loisirs ou autres. Ainsi, les jeunes pourront plutôt acquérir des valeurs de solidarité et d'entraide tout en développant de nouvelles compétences.

De plus, nous demandons au gouvernement québécois de mettre en place des cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans les écoles. Ils doivent être donnés par des spécialistes. Les stéréotypes ont la vie dure, il faut les combattre au quotidien. On doit donc proposer une approche qui fait la promotion de rapports égaux entre les filles et les garçons et qui développe le sens critique chez les jeunes. On doit s'assurer du respect de l'intégrité des personnes. Ces cours doivent être exempts de sexisme.

Pour ce qui est de la santé des femmes, par exemple, les lobbies qui s'inscrivent dans le courant du conservatisme moral et social, défendant la famille traditionnelle, s'opposant à l'homosexualité et au libre choix en matière d'avortement, se mobilisent dans les coulisses à Ottawa. C'est pourquoi nous devons revendiquer le maintien du droit inaliénable à l'avortement et des services accessibles dans toutes les régions du Québec. On doit garantir à toutes les femmes le droit de prendre librement les décisions qui concernent leur corps, leur sexualité et leur fécondité, choisir d'avoir ou non des enfants!

Question 3

Si vous aviez la chance, en une phrase, de pouvoir envoyer un message à Stephen Harper pour lui signifier que les dépenses militaires ne sont pas la priorité des Canadien(ne)s et des Québécois(es), quelle serait cette phrase?

Réponse: Maximum 400 mots

La paix est inscrite comme l'une des cinq valeurs fondamentales de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité adoptée en 2004, qui met de l'avant différents principes : égalité, liberté, justice, solidarité, paix.

Nous sommes donc contre la guerre et le militarisme, contre cette seule façon de régler les conflits qu'est la guerre, contre le néolibéralisme, contre la pauvreté, contre l'oppression des femmes, contre le racisme et les autres formes de discrimination, contre la destruction de notre environnement planétaire, contre la désinformation que véhiculent souvent les gouvernements pour masquer leurs intentions cachées derrière les guerres et les conséquences de leurs projets et de leurs politiques sur des millions de vies.

Toutes les guerres augmentent le niveau de haine et de violence dans une société, y compris les violences sexuelle et domestique dont les femmes sont les premières victimes. Depuis les années 1990, le nombre de victimes civiles dans les guerres (majoritairement des femmes) est beaucoup plus important que celui des victimes militaires. Ces femmes représentent ces fameux dommages collatéraux dont on nous parle tant.

Selon Amnesty internationale, le nombre de femmes victimes de conflits armés est passé de 5 % durant la Première Guerre mondiale à 50 % durant la Seconde Guerre mondiale et à près de 80 % dans les guerres des années 1990. Les conflits armés font en sorte que nombre de femmes deviennent réfugiées (déplacements massifs dans des conditions difficiles (incluant notamment le viol), vie dans des camps, rejet aux frontières de la forteresse Europe ou Amérique du Nord, etc.) et qu'elles se retrouvent monoparentales après les guerres et avec des familles réduites (perte du mari, du fils, de membres de la famille, etc.), se retrouvant seules pour organiser la survie de leur entourage. Le corps même des femmes devient aussi un champ de bataille puisque le viol est une arme de guerre utilisée par les soldats. On note également une augmentation de la traite des femmes à des fins sexuelles accompagnée de la propagation du VIH-SIDA et de diverses infections transmises sexuellement. On voit aussi une augmentation systématique de la prostitution/travail du sexe dans l'entourage de bases ou de campements militaires lors des conflits armés.



Note :

L'ensemble des affirmations présentées dans ce mémoire ont été empruntées dans des documents produits par la Fédération des femmes du Québec : soit du document « Mener la guerre pour le bien ces femmes... vraiment? et du Cahier des revendications de la MMF 2010.